

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION
DE COMBUSTIBLE SOLIDE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE DE MARSEILLE

PREFECTURE DES B-D-R
ARRIVEE
DCLE

27 NOV. 2023

BUREAU DES INSTALLATIONS
ET TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

ENQUETE PUBLIQUE

PORTANT SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE PRESENTEE AU TITRE DES
INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT PAR LA SOCIETE PAPREC MEDITERRANEE
EN VUE DE L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE
PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE DE RECUPERATION
SUR SON SITE DE MARTIGUES

RAPPORT D'ENQUETE

COMMISSAIRE ENQUETEUR

Thierry VAGUE

35 Traverse Baret

13100 Aix en Provence

Tel : 06 10 27 61 63

t.vague@orange.fr

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

SOMMAIRE

1/ GENERALITES CONCERNAT LE PROJET SOUMIS A L'ENQUETE

1.1 PREAMBULE

1.2 OBJET DE L'ENQUETE

1.3 CADRE JURIDIQUE

1.4 PROCEDURE

1.5 CARACTERISTIQUES DU PROJET

1.5.1 L'étude d'impact

1.5.2 Les enjeux environnementaux et paysagers

1.5.3 Le projet retenu

1.5.4 Les impacts du projet sur l'environnement et les mesures envisagées

1.6 COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

1.7 AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET SENS DE CES AVIS

2 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

2.2 MODALITES DE L'ENQUETE

2.2.1 Préparation et organisation de l'enquête

2.2.2 Visite des lieux

2.3 INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC

2.3.1 Publicité légale

2.3.2 Affichage

2.3.3 Qualité de l'information

2.4 CONFORMITE DU DOSSIER

2.5 RECEPTION DU PUBLIC ET DISPONIBILITE DE DOSSIER 3

2.6 CLIMAT DE L'ENQUETE

2.7 CLÔTURE DE L'ENQUETE

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

1/ GENERALITES CONCERNANT LE PROJET SOUMIS A L'ENQUETE

1.1 PREAMBULE

La société «PAPREC MEDITERRANEE», a présenté en date du 4 février 2022, demande l'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de l'exploitation d'une installation de production de combustible solide de récupération sur son site de Martigues.

L'autorité compétente pour accorder, avec ou sans prescriptions, l'autorisation de l'exploitation, est le Préfet des Bouches du Rhône.

1.2 OBJET DE L'ENQUETE

L'enquête publique porte sur la demande d'autorisation de l'exploitation d'une installation de production de combustible solide de récupération.

Ouverte et organisée par la préfecture des Bouches du Rhône, elle est destinée à assurer l'information et la participation du public.

1.3 CADRE JURIDIQUE

La présente enquête est organisée conformément aux :

- Code de l'environnement, et notamment ses articles L123-1 et suivants, L 181-1 et suivants, et R 181-1 et suivants relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et à leur déroulement ;
- Code des relations entre le public et l'administration
- L'arrêté préfectoral fixant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des bouches du Rhône pour l'année en cours

L'arrêté du 11 Septembre 2023 du Préfet des Bouches du Rhône portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur les communes de Martigues et de Port de Bouc portant sur la demande d'autorisation environnementale par la société PAPREC MEDITERRANEE, en vue de l'exploitation d'une installation de production de combustible solide de récupération sur son site de Martigues.

1.4 PROCEDURE

Une étude d'impact datée du mois de juillet 2022 constitue une partie importante du dossier soumis à enquête publique.

Le projet a fait l'objet d'une demande d'examen par la mission régionale d'autorité environnementale de Provence-Alpes-Côte d'Azur (MRAe), qui a donné son avis le 29 septembre 2023

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

1.5 CARACTERISTIQUES DU PROJET

Sur les parcelles cadastrées 305 du secteur EH, et 1175, 1179, 1184, 1192, 1204, 1213, 1236, 1237, 1244, 1247, 1254 du secteur DZ du cadastre de Martigues, terrain d'une surface de 35.346 m² dont 7455 m² de surface couverte, actuellement occupé par une installation de tri et stockage de déchets, la société PAPREC, associées à celle des ciments VICAT, envisage l'exploitation d'une installation de production de Combustible solide de Récupération pour poursuivre l'objectif de Réduction de l'enfouissement

La Réduction des émissions de CO² en cimenterie grasse à la substitution du combustible fossile (charbon et coke de pétrole importés) par du combustible solide qui sont de

Pour le charbon et le coke 1.3 T / Tep

Et de

Pour le CSR

1.5.1 L'étude d'impact

Son élaboration a reposé successivement sur une description du projet comprenant la description

- Des lieux, des substances utilisées, de son activité comprenant 3 étapes :
Réception et stockage des déchets entrants
Production du CSR
Stockage aval et évacuation.
- De la zone d'étude, de sa population, et sa santé et des risques sanitaires, l'évaluation des émissions, de la biodiversité et des incidences du projet dessus, du sol et sous-sol, de l'eau, de l'air, du climat, des biens matériels, industriels et commerciaux, des lignes électriques, des canalisations de transport, du patrimoine culturel, du paysage, des odeurs et du bruit.
- De l'incidence du projet sur le trafic routier.
- Des conditions de remise en état du site.

1.5.2 Les enjeux environnementaux et paysagers

Les enjeux environnementaux ont été étudié pour les émissions diffuses, , la gestion des eaux les incidences du trafic, et le bruit du travail dans un hall existant.

1.6 COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

1. Arrêté EP 20230911 (1)
2. Avis ARS PAPREC 11mars2022
3. Avis EP 20230911
4. Mémoire en réponse ARS et DDTM
5. 2022.07.26AvisARS PAPREC 20 juillet 2022

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

6. Partie 1 Annexes PAPREC Martigues v4
7. Partie 1 Plans PAPREC Martigues v4
8. Partie 1 Présentation PAPREC Martigues v4
9. Partie 2 Annexes PAPREC Martigues v3
10. Partie 2 EI PAPREC MARTIG v3
11. Partie 3 Annexes PAPREC Martigues v4
12. Partie 3 EDD PAPREC Martigues v4
13. Réponse à SDIS

1.7 AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET SENS DE CES AVIS

1/ La MRAe a donné son avis reproduit ci-dessous :

- 1 « L'avis devra être porté à la connaissance du public par l'autorité en charge de le recueillir dans les conditions fixées par l'article R122-7 CE, à savoir le joindre au dossier d'enquête publique ou le mettre à disposition du public dans les conditions fixées par l'article R 122-7CE. (*ce qui a été fait*)
- 2 Conformément aux dispositions de l'article R122-7 CE, le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.
- 3 L'avis de la MRAe est un avis simple qui ne préjuge en rien de la décision d'autorisation d'approbation ou d'exécution du projet prise par l'autorité compétente. En application des dispositions de l'article R122-7 CE, cette décision prendra en considération le présent avis.
- 4 Cet avis porte sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui portent sur le projet. L'avis n'est ni favorable ni défavorable au projet et ne porte pas sur son opportunité.
- 5 L'article L122-7 CE fait obligation au porteur de projet d'apporter une réponse écrite à la MRAe. Cette réponse doit être mise à la disposition du public, par voie électronique, au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique ou de la participation du public par voie électronique. La MRAe recommande que cette réponse soit jointe au dossier d'enquête ou de participation du public. Enfin une transmission de la réponse à la MRAe, serait de nature à contribuer à l'amélioration des avis et de la prise en compte de l'environnement par les porteurs du projet. Il ne sera pas apporté d'avis sur ce mémoire en réponse. »

Avis auquel PAPREC a répondu par courrier du 2 février 2022.¹

2/ Le département des services d'incendie et de secours des bouches du Rhône a remis un avis favorable prescrivant²:

L'ensemble des prescriptions prises par l'exploitant devront être respectées.

1. Le portail Sud (deuxième accès réservé au secours) devra impérativement être équipé d'une clef de déverrouillage pompier.

¹ Courrier PAPREC à la préfecture du 2 février 2022

² Courrier SDIS à DREAL du 29 mars 2022 avec rapport

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

2. Les voies engins ainsi que les aires de stationnement devront être situées hors zone flux thermique des 5 KW et hors zone d'effondrement de la structure
3. La mise en œuvre des dispositifs incendie propre à l'établissement ne devra en aucun cas impacter en cas d'incendie le débit nécessaire aux secours publics (180 m³/ heure)
4. La paroi verticale coupe-feu 2 heures permettant d'isoler les zones aval et process devra dépasser sur une hauteur de 1 mètre la couverture bac acier (non mentionnée sur les documents fournis)
5. L'ensemble des organes de coupure devront être signalés et facilement accessibles.

3/l'agence régionale de santé a donné son avis reproduit ci-dessous ³qui conclut :

L'interprétation de lecteurs des milieux ne permet pas d'estimer la compatibilité des milieux avec les usages notamment en l'absence de mesures de concentration des PM dans l'environnement du site.

L'évaluation des risques sanitaires relatives aux émissions du seul site de PAPREC met en évidence le dépassement des seuils sanitaires au point le plus impacté situé au centre du site. Les valeurs de concentration modélisée au niveau des récepteurs les plus impactés de la zone d'étude n'ont pas présenté (les entreprises riveraines sont à prendre en compte autant que la population générale) considérant l'ensemble des observations faites par mes services ci-avant dans le présent avis et la qualité de l'air d'ores et déjà dégradé sur le secteur d'étude pour les particules fines, la qualité de l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires n'est pas jugée satisfaisante. Il convient de compléter cette étude en répondant à l'ensemble des observations formulées

PAPREC a répondu dans un rapport de réponse à ASR et DDTM du 7 juillet 2022.⁴

2 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Par décision n° E23000046 /13 du 14 juin 2023 le Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Thierry VAGUE comme commissaire enquêteur (pièce jointe n° 1), confirmé par l'arrêté Préfectoral du 11 septembre 2023 (pièce 2) et l'avis d'enquête du 11 septembre 2023 (pièce 3)

2.2 MODALITES DE L'ENQUETE

2.2.1 Préparation et organisation de l'enquête

Nous prenons contact avec la préfecture qui nous informe que, à la demande de la Mairie de Martigues , l'enquête ne pourra se dérouler avant le mois d'octobre.

Nous prenons cependant contact, le 3 juillet, avec la société PAPREC qui nous définit son projet. Nous prenons contact avec PAPREC pour une visite des lieux et une connaissance du projet. Il nous indique l'urgence de l'enquête et du démarrage des travaux .

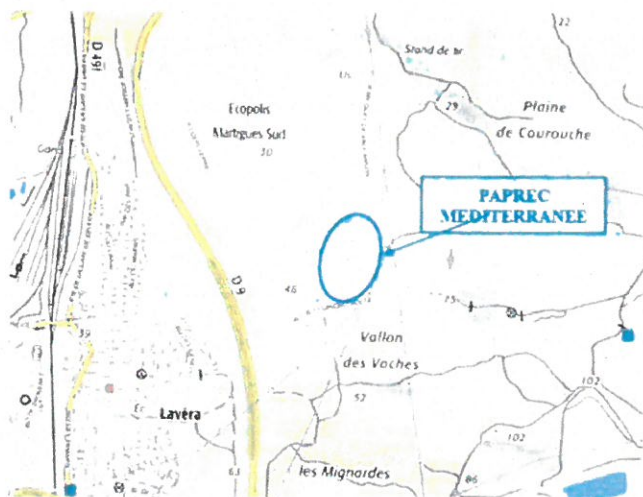
³ Courrier ARS à DREAL du 11 mars 2022

⁴ COURRIER PAPREC à DREAL du 7 juillet 2022

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

2.2.2 Visite des lieux

Nous avons visité les lieux et bâtiments où doit être installé le matériel production du CSR, trémies, broyeurs, filtres.... Ce sont les bâtiments qui servent actuellement à trier les déchets reçus. Ils sont définis dans le dossier présentation du projet ⁵, situé dans la zone Ecopolis accueillant de nombreuses industries.



Ils sont au centre d'un terrain de 33047 m² utiles ou seront déposés en certains coins des déchets en rejet ou du CSR.

⁵ Présentation du projet
ENQUETE : Dossier n° E23000046 / 13

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE



Le 29 septembre nous récupérons le dossier chez PAPREC et visitons les lieux d'enquête à Martigues ,

2.3 INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC

2.3.1 Publicité légale

La publicité légale a été assurée

1/ dans la presse des 19 septembre avec publication dans la presse de la Provence et de la Marseillaise (pièce 4)

2/ dans la presse du 10 octobre avec publication dans la presse de la Provence et de la Marseillaise (pièces 5)

2.3.2 Affichage

Par affichage effectué par PRAPEC (voir constat d'huissier) (pièce 6)

Affichage par la mairie de Martigues (voir arrêté d'affichage (pièce 7)

Affichage en Mairie de port de Bouc (voir arrêté d'affichage (pièce 8)

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

2.3.3 Qualité de l'information

L'information a été conformément publiée par la presse et les affichages

2.4 CONFORMITE DU DOSSIER

Un registre a été disponible en mairies de Martigues et de Port de Bouc pendant toute la durée de l'enquête, afin de recueillir les éventuelles observations, propositions et contre-propositions du public, et d'y joindre toutes correspondances et documents remis ou envoyés par le public.

Le dossier tenu à la disposition du public, dont la composition est détaillée supra (article 1.6), comprenait l'ensemble du dossier et des pièces annexes, arrêté, avis d'enquête...

Un Registre numérique a été ouvert et doit recueillir les observations du public qui compte l'utiliser, mais il comportait un certain nombre d'erreur : publication des observations dates d'ouverture et de clôture indisponibilité à la clôture de l'enquête.

2.5 RECEPTION DU PUBLIC ET DISPONIBILITE DE DOSSIER

Dans chaque commune, le Commissaire Enquêteur disposait d'un bureau pour y étaler dossiers et plans.

Le dossier d'enquête publique complet a été mis à la disposition du public pour sa libre consultation pendant la durée de la consultation.

Tous les documents constituant le dossier d'enquête publique, dûment visés en fin de clôture, ont été transmis au Commissaire Enquêteur soit directement en fin d'enquête soit par voie postale dans les délais réglementaires.

Le public a été reçu au cours des permanences des

Lundi 9 octobre de 9 h. à 12 h.

Mardi 17 octobre de 9 h. à 12 h.

Mercredi 25 octobre de 14 h à 17 h

Vendredi 3 novembre de 9 h. à 12 h.

Vendredi 10 Novembre de 14 h à 17 h en Mairie de Martigues

Mercredi 25 octobre de 9h. à 12 h

Vendredi 3 Novembre de 14 h à 17 h en Mairie de Port de bouc

PERMANENCES et QUESTIONS

Les cahiers d'observation présentent les observations suivantes :

Le 9 octobre 2023 de 9 h à 12 h à Martigues

ENQUETE : Dossier n° E23000046 / 13

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

Le 17 octobre 2023 de 9 h à 12 h à Martigues

Le 25 octobre 2023 de 9 h à 12 h à Port de Bouc

Le 25 octobre 2023 de 14 h à 17 h à Martigues

Seul, le commissaire enquêteur a posé une question à savoir

Question du CE 1	Réponse du pétitionnaire
<p>L'objectif du projet est la réduction de l'enfouissement et la réduction des émissions de CO² en cimenterie grâce à la substitution du combustible fossile (charbon et coke de pétrole importés).</p> <p>Pour apprécier cet avantage, il faudrait connaître la différence d'émission de CO² entre la combustion d'une tonne de combustible fossile et la combustion de l'équivalent d'une tonne de combustible fossile, en combustible solide de récupération</p>	<p>Le CSR a un facteur d'émission (FE) de 43.9 t de CO₂/TJ. En comparaison, les combustibles fossiles tels que la Coke et le Charbon ont un facteur d'émission de 94t de CO₂/TJ.</p> <p>Les combustibles fossiles à énergie équivalente produite, ont donc un facteur d'émission deux fois plus important que le CSR. (Voir détail note d'accompagnement ci-dessous*)</p>
<p>*Détail de note d'accompagnement :</p> <p>L'analyse des émissions générées par l'utilisation du CSR a été établie en considérant les hypothèses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FE CSR = 87,8 t CO₂/TJ (valeur VICAT 2022) - La valeur minimale PCI de 18 GJ/t, conformément au cahier des charges du projet Alternative - Le contenu biogène des CSR de 50%. Cette teneur varie d'un fournisseur à un autre (dépend fortement de la proportion de bois) : il s'agit là de la valeur moyenne constatée par VICAT. Le carbone d'origine biogénique est non comptabilisé dans les émissions de GES [1]. <p>Les CSR permettent la production de ciment (Vicat, 80%) et le fonctionnement de chaufferie (Dalkia, 20%).</p> <ul style="list-style-type: none"> • En comparaison de la filière ciment, l'analyse des émissions générées par l'utilisation de combustibles fossiles a été établie d'après les hypothèses suivantes : <p>Mix énergétique fossile de la profession cimentière en 2021 : 299 260 t de charbon à 26,75 GJ/t et 501 453 t de coke de pétrole à 31,8 GJ/t (source : « source France Ciment » : https://www.france-ciment.fr/),</p> <ul style="list-style-type: none"> - FE Charbon = 95,6 t CO₂/TJ (valeur VICAT 2022) - FE Coke de pétrole = 93,5 t CO₂/TJ (valeur VICAT 2022) - Le contenu biogène de cette filière fossile est de 0% 	
Observation du Commissaire-Enquêteur	

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

Question du CE 2	Réponse du pétitionnaire
Les moyens humains indiquent 2 chefs d'équipe pour un travail à trois postes de 7 h par jour. Pourquoi n'y a-t-il pas 3 chefs d'équipe ?	En réalité, les 2 chefs d'équipe seront encadrés par 1 responsable d'exploitation. Cette organisation permettra d'assurer le bon fonctionnement de la production sur 3 postes et sans difficulté.
Observation du Commissaire-Enquêteur	
Il peut y avoir un responsable à chaque poste.	

Le commissaire enquêteur s'est étonné qu'aucune des associations relatives à l'environnement ne se soit manifestée sur un projet allant dans le sens de leurs préoccupations de protection de l'environnement pour connaître et vérifier les raisons de cet amélioration des rejets que l'on reproche aux industriels.

2.6 CLIMAT DE L'ENQUETE

L'enquête s'est déroulée avec un très bon accueil des mairies et du pétitionnaire.

Il n'y a eu aucune manifestation du public pendant les permanences, aucune consultation du dossier en mairies de Martigues et de Port de Bouc, le registre numériques lu le 12 novembre 2023 indique : « l'enquête publique étant clos les contributions ne sont plus consultables. », il indique d'autre part en en tête : « OUVERT LE 09/10/2023 à 00 HEURES, CE REGISTRE EST CLOS DEPUIS LE 10/11/2023 A MINUIT » ;

Or l'enquête s'est déroulée du 9/10/2023 à 9 heures au 10/11/2023 à 17 heures.

Le registre numérique sur lequel le public n'a fait aucune observation n'est pas calé sur l'enquête elle-même, il aurait pu entraîner des erreurs de dépôts de contribution.

A la remarque sur ce fait, du commissaire enquêteur, Publilegal a répondu « Bonjour, Je vous remercie pour votre remarque. Cela arrive malheureusement, mais on peut se réjouir de constater que cela arrive de plus en plus rarement. Cordialement, Pôle Numérique contact@publilegal.fr - 01.42.96.09.43 1 rue Frédéric Bastiat - 75008 PARIS 3 rue de l'Hôtel de Ville - 95300 PONTOISE » cette réponse montre que le pôle numérique manque de précision et ne peut donc être pris en considération.

2.7 CLÔTURE DE L'ENQUETE

L'enquête a été clôturée par le commissaire enquêteur le 10/11/2023 à 17 heures en Mairie de Martigues et le même jour, par le personnel de la Mairie de Port de Bouc qui a remis le Registre d'Enquête Publique au commissaire pour signature à 17 h .05.

ENQUETE PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLE SOLIDE

3 ANNEXES AU RAPPORT D'ENQUETE

Sont annexés au présent rapport :

1. Ordonnance du Tribunal administratif de Marseille du 14 juin 203
2. Arrêté Préfectoral du 11 septembre 2023
3. Avis d'enquête
4. Parution de la Provence et de la Marseillaise
5. Parution de la Provence et de la Marseillaise du 19 septembre
6. Parution de la Provence et de la Marseillaise
7. Constat d'huissier d'affichage par PAPREC
8. Arrêté d'affichage par la Mairie de Martigues
9. Arrêté d'affichage par la Mairie de Port de bouc
10. Registre d'Enquête de Martigues
11. Registre d'enquête de Port de Bouc
12. PAPREC Demande d'autorisation Environnementale du projet

Aix en Provence le 22 novembre 2023

Le commissaire enquêteur



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

13/06/2023

N° E23000046 /13

LA PRESIDENTE DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire du 13/06/2023

Vu enregistrée le 26 mai 2023, la lettre par laquelle le Préfet des Bouches-du-Rhône demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet une demande d'autorisation environnementale unique pour l'exploitation d'une installation de transit et de traitement de déchets non dangereux en vue de la fabrication de combustibles solides de récupération sur le site de Martigues par la sté Paprec Méditerranée.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Thierry Vague est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Didier Schmidt est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée au Préfet des Bouches-du-Rhône, à Monsieur Didier Schmidt et à Monsieur Thierry Vague.

Fait à Marseille, le 13 juin 2023

La Première Vice-Présidente,



Muriel JOSSET



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**

Affaire suivie par : Madame Olivia CROCE

Tél. 04 84 35 42 68

olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr

Dossier n°2022-20-A

Marseille, le **11 SEP. 2023**

Arrêté portant ouverture d'une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale présentée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par la société PAPREC MEDITERRANEE, en vue de l'exploitation d'une installation de production de combustibles solides de récupération sur son site de Martigues

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants, L 181-1 et suivants, et R 181-1 et suivants ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté préfectoral fixant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année en cours ;

VU la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaires enquêteurs pour l'année en cours ;

VU la demande en date du 4 février 2022 par laquelle la société PAPREC MEDITERRANEE sollicite une autorisation environnementale au titre des rubriques 2791 et 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en vue de l'exploitation d'une installation de production de combustibles solides de récupération sur son site de Martigues ;

VU le dossier annexé à la demande, notamment l'étude d'impact, et ses compléments ;

VU l'absence de concertation préalable du public sur ce projet ;

VU les avis des services consultés lors de la phase d'examen de la présente demande d'autorisation environnementale ;

VU l'avis délibéré n°MRAe 2022APPACA63/3254 du 29 septembre 2022 de la Mission régionale d'autorité environnementale Provence-Alpes-Côte d'Azur et le mémoire en réponse de la société transmis le 3 février 2023 ;

VU le rapport de fin de la phase d'examen de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 17 mai 2023 ;

VU la décision n°E23000046/13 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille du 13 juin 2023 portant désignation d'un commissaire enquêteur titulaire et de son suppléant ;

CONSIDÉRANT que le dossier déposé par la société PAPREC MEDITERRANEE a été déclaré complet et régulier pour être soumis à enquête publique ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête publique prescrites par les dispositions réglementaires en vigueur ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé **du lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus** sur le territoire des communes de **Martigues et Port-de-Bouc**, à une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale sollicitée au titre des rubriques 2791 et 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par la société PAPREC MEDITERRANEE, dont le siège social se situe au 7 rue du Docteur Lancereaux 75008 Paris en vue de l'exploitation d'une installation de production de Combustibles Solides de Récupération (CSR) à partir de déchets non recyclables sur son site actuellement dédié à une activité de tri et transit de déchets non dangereux (papiers, cartons, plastiques) et implanté dans la zone d'aménagement concertée Ecopolis Sud, au 13 rue Jacques de Vaucanson à Martigues

Le projet prévoit de substituer la production de CSR à l'activité actuelle, tout en conservant une capacité de transit de déchets non dangereux dans l'attente de leur traitement sur une autre installation pour répondre aux besoins locaux

Ce projet n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public

Article 2 : Désignation du commissaire enquêteur

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur **Monsieur Thierry VAGUE, Ingénieur de travaux, retraité**

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant **Monsieur Didier SCHMIDT, Consultant Qualité Environnement**

Le commissaire enquêteur suppléant remplace le titulaire en cas d'empêchement de ce dernier et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure

Article 3 : Dossier d'enquête publique

Le dossier contient notamment une étude d'impact dont le public peut consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale et d'un mémoire en réponse de l'exploitant, qui sont consultables à cette même adresse internet et joints au dossier d'enquête publique

Le dossier de la demande d'autorisation environnementale et les avis des services seront consultables pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Martigues>

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté gratuitement pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, place Félix Baret 13006 Marseille (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 – bureau 421 – après contact préalable au 04 84 35 42 68 ou 04 84 35 42 60) Il est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, auprès de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse susmentionnée

Article 4 : Propositions et observations du public

Les pièces du dossier sur support papier accompagné d'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant une durée de 33 jours **du lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus** en mairies de Martigues et Port-de-Bouc, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet **aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux**.

Mairie de Martigues, Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues

Mairie de Port-de-Bouc, Hôtel de Ville, service urbanisme foncier, cours Landrивон 13110 Port-de-Bouc

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront également être adressées au commissaire enquêteur

- par courrier adressé par voie postale à la mairie de Martigues - Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues, siège de l'enquête

- par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet suivant <https://www.registre-numerique.fr/installation-csr-martigues>

- par courriel à l'adresse suivante installation-csr-martigues@mail.registre-numerique.fr

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public seront reçues par le commissaire enquêteur qui se tiendra à la disposition du public aux lieux, jours et heures suivants

- **Mairie de Martigues**, Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues, siège de l'enquête

- le lundi 9 octobre 2023 de 9h00 à 12h00 (ouverture de l'enquête)
- le mardi 17 octobre 2023 de 9h00 à 12h00
- le mercredi 25 octobre 2023 de 14h00 à 17h00
- le vendredi 3 novembre 2023 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 10 novembre 2023 de 14h00 à 17h00 (fin de l'enquête)

- **Mairie de Port-de-Bouc**, Hôtel de Ville, service urbanisme foncier, cours Landriven 13110 Port-de-Bouc

- le mercredi 25 octobre 2023 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 3 novembre 2023 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors de ses permanences seront consultables au siège de l'enquête

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé

Les observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R 123-14 à R 123-17 du code de l'environnement

Article 5 : Publicité de l'enquête

Un avis reprenant les indications mentionnées à l'article R 123-9 du code de l'environnement sera publié par voie d'affiches et, éventuellement par tout autre procédé, par les soins des maires des communes dont une partie du territoire est inclus dans le rayon d'affichage de 3 km autour de l'établissement, à savoir de Martigues et Port-de-Bouc, **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci

Ces formalités devront être attestées par un certificat établi par les maires concernés

Cet avis sera en outre inséré par les soins du Préfet des Bouches-du-Rhône dans les journaux "**La Provence**" et "**La Marseillaise**" (édition des Bouches-du-Rhône) **quinze jours** au moins avant le début de l'enquête et **rappelé dans les huit premiers jours** de celle-ci

Cet avis sera également publié sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée

Enfin, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches devront être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du ministre de la transition écologique du 9 septembre 2021

Article 6 : Consultation du conseil municipal

Conformément aux dispositions de l'article R 181-38 du code de l'environnement, dès le début de la phase d'enquête publique, le préfet demande l'avis du conseil municipal des communes et des autres collectivités territoriales, ainsi que de leurs groupements, qu'il estime intéressés par le projet, notamment au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire

Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique

Article 7 : Clôture de l'enquête – Rapport et conclusions

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront mis sans délai à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui

Après clôture des registres d'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur des registres d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations

Le commissaire enquêteur établira un rapport conformément aux dispositions de l'article R.123-19 du code de l'environnement qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Préfet des Bouches-du-Rhône l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille

Article 8 : Consultation du rapport et des conclusions

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée, dès leur réception par le Préfet des Bouches-du-Rhône, au responsable du projet, ainsi qu'à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête

Le rapport et les conclusions seront par ailleurs tenus à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône et publiés sur son site internet <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant un an

Article 9 : Décision prise au terme de l'enquête

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis, le cas échéant, du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)

Cette décision est prise sous la forme d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale assorti de prescriptions ou de refus. Elle est mise en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Article 10 : Personne responsable du projet

La personne responsable du projet est Monsieur Laurent BAUVOIS, Directeur d'exploitation au sein de la société PAPREC MEDITERRANEE
Courriel : laurent.bauvois@paprec.com

Article 11 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône
- Le Sous-Préfet d'Istres
- Le Maire de Martigues
- Le Maire de Port-de-Bouc
- Le commissaire enquêteur

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Marseille, le 11 SEP. 2023

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**

Affaire suivie par : Madame Olivia CROCE

Tél: 04 84 35 42 68

olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr

Dossiers n°2022-20- A

Marseille, le

11 SEP. 2023

Monsieur,

Dans le cadre de votre désignation de commissaire enquêteur titulaire par la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille, je vous prie de trouver, sous ce pli, un exemplaire de l'arrêté, daté de ce jour, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale sollicitée par la société PAPREC MEDITERRANEE, en vue de l'exploitation d'une installation de production de combustibles solides de récupération à partir de déchets non recyclables sur son site de Martigues

Cette enquête se déroulera du **lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus** sur le territoire des communes de Martigues et Port-de-Bouc

Dans le cadre de votre mission, je vous précise qu'il vous appartient de coter et parapher les pièces du dossier et les registres d'enquête déposés dans les mairies concernées, et d'être présent aux jours et heures énoncés dans l'arrêté afin de recevoir les observations écrites et orales du public.

Les observations et propositions transmises par voie postale et les observations écrites reçues lors de vos permanences devront être tenues à la disposition du public à la mairie de Martigues, siège de l'enquête, où il conviendra de les annexer au registre d'enquête.

Au terme de l'enquête, vous devrez, après avoir clos et signé les registres, rencontrer sous huitaine le responsable du projet et lui communiquer les observations écrites et orales du public consignées dans un procès-verbal de synthèse en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, vous voudrez bien me transmettre l'exemplaire du dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, ainsi que votre rapport établi dans le respect des dispositions de l'article R 123-19 du code de l'environnement et vos conclusions motivées consignées dans une présentation séparée sous formats papier et numérique. Une copie de votre rapport et de vos conclusions devra par ailleurs être transmise simultanément à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

Enfin, je vous rappelle que si vous l'estimez utile, vous pouvez faire application des dispositions prévues aux articles R 123-14 à R 123-17 du code susvisé.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information que vous jugerez utile sur cette procédure.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée

Monsieur Thierry VAGUE

Pour le Préfet,
Le chef de bureau

Gilles BERTOTHY

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : Madame Olivia CROCE
Tél. 04.84.35.42.68
olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr
Dossier n°2022-20-A

Marseille, le

11 SEP. 2023

**Avis d'enquête publique
Société PAPREC MEDITERRANEE à Martigues**

En exécution de l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 11 septembre 2023, il sera procédé **du lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus** sur le territoire des communes de **Martigues** et **Port-de-Bouc**, à une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale sollicitée au titre des rubriques 2791 et 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par la société PAPREC MEDITERRANEE, dont le siège social se situe au 7 rue du Docteur Lancereaux 75008 Paris, en vue de l'exploitation d'une installation de production de Combustibles Solides de Récupération (CSR) à partir de déchets non recyclables sur son site actuellement dédié à une activité de tri et transit de déchets non dangereux (papiers, cartons, plastiques) et implanté dans la zone d'aménagement concertée Ecopolis Sud, au 13 rue Jacques de Vaucanson à Martigues

Le projet prévoit de substituer la production de CSR à l'activité actuelle, tout en conservant une capacité de transit de déchets non dangereux dans l'attente de leur traitement sur une autre installation pour répondre aux besoins locaux

Ce projet n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur : **Monsieur Thierry VAGUE, Ingénieur de travaux, retraité**
Est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant : **Monsieur Didier SCHMIDT, Consultant Qualité Environnement**

Le commissaire enquêteur suppléant remplace le titulaire en cas d'empêchement de ce dernier et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure

Le dossier contient notamment une étude d'impact dont le public peut consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale et d'un mémoire en réponse de l'exploitant, qui sont consultables à cette même adresse internet et joints au dossier d'enquête publique

Le dossier de la demande d'autorisation environnementale et les avis des services seront consultables pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Martigues>

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté gratuitement pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, place Félix Baret 13006 Marseille (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 – bureau 421 – après contact préalable au 04 84 35 42 68 ou 04 84 35 42 60). Il est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, auprès de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse susmentionnée

Les pièces du dossier sur support papier accompagné d'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant une durée de 33 jours **du lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus** en mairies de Martigues et Port-de-Bouc, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet, **aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux**.

Mairie de Martigues, Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues

Mairie de Port-de-Bouc, Hôtel de Ville, service urbanisme foncier, cours Landrison 13110 Port-de-Bouc

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront également être adressées au commissaire enquêteur

- par courrier adressé par voie postale à la mairie de Martigues - Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues, siège de l'enquête

- par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet suivant <https://www.registre-numerique.fr/installation-csr-martigues>

- par courriel à l'adresse suivante : installation-csr-martigues@mail.registre-numerique.fr

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public seront reçues par le commissaire enquêteur qui se tiendra à la disposition du public aux lieux, jours et heures suivants

- **Mairie de Martigues**, Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues, siège de l'enquête

- le lundi 9 octobre 2023 de 9h00 à 12h00 (ouverture de l'enquête)
- le mardi 17 octobre 2023 de 9h00 à 12h00
- le mercredi 25 octobre 2023 de 14h00 à 17h00
- le vendredi 3 novembre 2023 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 10 novembre 2023 de 14h00 à 17h00 (fin de l'enquête)

- **Mairie de Port-de-Bouc**, Hôtel de Ville, service urbanisme foncier, cours Landrison 13110 Port-de-Bouc

- le mercredi 25 octobre 2023 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 3 novembre 2023 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors de ses permanences seront consultables au siège de l'enquête. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé

Les observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R 123-14 à R 123-17 du code de l'environnement

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans les mairies de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la Préfecture des Bouches-du-Rhône et sur son site internet <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis, le cas échéant, du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision est prise sous la forme d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale assorti de prescriptions, ou de refus. Elle est mise en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

La personne responsable du projet est Monsieur Laurent BAUVOIS, Directeur d'exploitation au sein de la société PAPREC MEDITERRANEE - Courriel : laurent.bauvois@paprec.com

Marseille, le

11 SEP. 2023

Pour le Préfet,
Le chef de bureau

Gilles BERTOTHY

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES

MARSEILLE 8 PUBLICATIONS JURIDIQUES

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.frDIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Société PAPREC MÉDITERRANÉE à Martigues

En exécution de l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 11 septembre 2023, j'ai procédé du lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus, sur le territoire des communes de **Martigues et Port-de-Bouc**, à une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale sollicitée au titre des rubriques 2791 et 2532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par la société **PAPREC MÉDITERRANÉE**, dont le siège social se situe au 7 rue du Docteur L. Andréau - 13006 Paris, en vue de l'exploitation d'une installation de production de Combustibles Solides de Récupération (CSR) à partir de déchets non recyclables sur son site actuellement dédié à une activité de tri et transit de déchets non dangereux (papiers, plastiques) et implanté dans la zone d'aménagement concerté Ecoparc Sud, au 3 rue Jacques de Vauquanson à Martigues.

Le projet prévoit de substituer la production de CSR à l'activité actuelle, tout en conservant une capacité de transit de déchets non dangereux dans l'attente de leur traitement sur une à trois installations pour répondre aux besoins locaux.

Ce projet n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public. Est désigné en qualité de commissaire enquêteur **Monsieur Thierry VAGUE, Ingénieur de travaux**, retraité.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant **Monsieur Didier SCHMIDT, Consultant Qualité Environnement**. Le commissaire enquêteur suppléant remplace le titulaire en cas d'empêchement ou de décès, et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Le dossier contient notamment une étude d'impact dans le public, peut consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales-Installations-Classes-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE-Installations-Classes-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Coraires-et-Geothermie-Martigues>.

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté gratuitement pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la légalité et de l'environnement, Bureau des Installations de Travail Régionalisées pour la Protection des Milieux, place Félix Baret 13006 Marseille du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00 et de 13h00 à 16h30 - Bureau 421 - après contact préalable au 04 84 35 42 68 ou 04 84 35 42 60. Il est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, au sein de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à l'adresse susmentionnée. Les procès du dossier sur support papier accompagné d'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant une durée de 33 jours du **lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus** en mairies de Martigues et Port-de-Bouc, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux pour consigner sur le registre ses observations et propositions sur les registres réservés à cet effet, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux :

Mairie de Martigues Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues.

Mairie de Port-de-Bouc Hôtel de Ville, service urbanisme, fondoir cours Landivert 13110 Port-de-Bouc.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront également être adressées au commissaire enquêteur :

par courrier adressé par voie postale à la mairie de Martigues : Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues, sous pli recommandé, par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet suivant : <https://www.registre-numerique.fr/installation-csr-martigues>.

par courrier à l'adresse suivante : installation csr martigues@lamarseillaise.fr, registre-numerique.fr.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public seront reçues par le commissaire enquêteur qui se rendra à la disposition du public aux lieux, jours et heures suivants :

Mairie de Martigues Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues, siège de l'enquête.

le lundi 9 octobre 2023 de 9h00 à 17h00 (ouverture de l'enquête)
le mardi 17 octobre 2023 de 9h00 à 17h00
le mercredi 25 octobre 2023 de 14h00 à 17h00
le vendredi 3 novembre 2023 de 9h00 à 17h00
le vendredi 10 novembre 2023 de 14h00 à 17h00 (fin de l'enquête).

Mairie de Port-de-Bouc Hôtel de Ville, service urbanisme, fondoir cours Landivert 13110 Port-de-Bouc.

le mercredi 25 octobre 2023 de 9h00 à 17h00
le vendredi 3 novembre 2023 de 14h00 à 17h00.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire

enquêteur lors de ses permanences seront consultables au siège de l'enquête. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé. Les observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R 123-14 à R 123-17 du code de l'environnement.

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans les mairies de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la Préfecture des Bouches-du-Rhône et sur son site internet : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis, le cas échéant, du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODEREST). Cette décision est prise sous la forme d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale assorti de prescriptions ou de refus. Elle est mise en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

La personne responsable du projet est Monsieur Laurent BAUVOIS, Directeur d'exploitation au sein de la société PAPREC MÉDITERRANÉE (Cumeil), laurent.bauvois@paprec.com.

Marseille, le 11 septembre 2023
Pour le Préfet
Le chef de bureau
Signé
Gilles BERTHOTY

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT
AVIS DE CONSULTATION DU PUBLICdemande d'enregistrement de la société La Bilonne
située sur la commune de Marseillanne

Par arrêté préfectoral n°2023-139 ENTREG du 15 septembre 2023, il sera procédé, sur le territoire de la commune de Marseillanne, à une consultation du public portant sur la demande d'enregistrement présentée par la société La Bilonne, dont le siège social est situé 17 Quai Raphaële Route Nationale 568, 13700 Marseillanne, visant à la création d'un centre de Végétations Hors d'Usage (VHU) relevant des rubriques n°2112-1 (B), 2113-1 (B) et 2114-1 (B) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le projet consiste en la création d'un centre VHU afin de procéder à leur dépollution, démontage et destruction et d'un centre de regroupements, de tri, de tri et de valorisation des déchets non dangereux tels que les métaux ferreux et non ferreux, les bois, papiers, cartons plastiques, caoutchouc, textile. Les déchets seront mis, déposés, préparés et valorisés en vue d'être redonnés vers des filières agréées afin de leur donner une seconde vie. Les pièces du dossier ainsi que le registre de consultation du public, à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le maire de Marseillanne, seront déposés en mairie Hôtel de Ville - Cours Mirabeau - 13700 Marseillanne, pendant une durée de quatre semaines, du **lundi 9 octobre 2023 au lundi 6 novembre 2023 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux pour consigner sur le registre ses observations.

Le dossier sera également tenu à la disposition du public, sur le site internet de la Préfecture pendant toute la durée de la consultation à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales-Installations-Classes-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE-Installations-Classes-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Coraires-et-Geothermie-Martigues>.

Ces observations peuvent également être adressées, par courrier recommandé à l'attention du maire de Marseillanne, ou à la Préfecture des Bouches-du-Rhône par voie électronique à l'adresse suivante : pref@bouchesdu-rhone.gouv.fr avant le 10 du délai de consultation du public.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L.521-7 du code de l'environnement ou d'un arrêté préfectoral de refus, appuyé d'une décision individuelle.

Marseille, le 15 septembre 2023
Pour le Préfet
Le chef de bureau
Signé
Gilles BERTHOTY



Vie des sociétés

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

IMMO ORTHO
SARL au Capital social : 1000 euros
Siège social : Impasse ST EUTROPE-Res les grandes Terrasses Bal C
13100 AIX-EN-PROVENCE
831696158 RCS d'Aix en Provence.

Aux termes de l'AGE en date du 15 septembre 2023, l'association a décidé, à compter du 15 septembre 2023, de transférer le siège social 20, rue Cils, Gargnia - La terrasse Bal C, 13100 Aix en Provence. Mention sera portée au RCS d'Aix en Provence.

CHANGEMENT DE GÉRANT

L'AGE du 15/05/2023, la SCI APAS 1199 Boulevard Barthélémy Nordade 13730 ST VICTOIRE RCS AIX 790 774 988 a décidé de nommer M. MALASQUEIN Loris, domicilié 42 Avenue du Groupe Manoukian 13110 PORT DE BOUC, comme gérant associé, en remplacement de M. MERLO Patrice, demeurant, de transférer son siège au 8 centre commercial la Jonquière 13270 FOS SUR MER.

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 14/09/2023 il a été établi un contrat de location gerance entre Monsieur Alan, André ARNAL, Domicile et demeurant : 5 Boulevard Picasso - 13010 SAINT MARTIN DE CRAU, titulaire de l'Autorisation de Taxi N°820 sur la commune de Marseille et Monsieur Rigos, François, Hugues BERNARD, Domicile et demeurant : 17 Route d'Auroux - 13330 PEISSANNE portant sur une autorisation de stationnement N°820 à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Véhicules Publics, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constituée une SASU dénommée HOME NAILS

Capital social : 1000 euros.
Siège social : 103 Avenue des Poilus 13013 Marseille.
Objet : toutes activités d'onglerie et de prothèse onguaire. Prestations de Coffre mode, l'achat et la vente de tous produits et accessoires liés aux activités susvisées et toutes activités complémentaires ou connexes se rapportant aux objets ci-dessus énoncés.

Président : M. Mariano Ferreira, l'entrepreneur, Isacbol demeurant : 141 Avenue de St menet 13011 Marseille.

Clause d'agrément : Les Statuts contiennent une clause d'agrément des décisions de parts.

Clause d'admission : tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.

Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Marseille.

Publications
d'annonces légales
et judiciaires

Une plateforme pour gérer,
en toute autonomie, la parution de
vos annonces sur 5 départements

13 | 83 | 84 | 30 | 34

La Marseillaise

annonces-legales.lamarseillaise.fr

Un service client
à l'écoute et disponible
04 91 57 76 74

annonceslegales@lamarseillaise.fr

Devis sur demande

ACTUALITÉ LOCALE

MARSEILLE

Le directeur de l'AP-HM distingué pour son action dans les quartiers Nord

François Crémieux, directeur général de l'AP-HM, s'est vu remettre le prix Jean-François Rey en reconnaissance de son action en faveur de l'ouverture des centres de santé dans les quartiers Nord de Marseille, lors du congrès annuel des centres de santé, le 5 octobre à Paris. Le prix Jean-François Rey est attribué chaque année à toute personne

ou équipe de centre de santé ayant engagé, promu ou étudié une action innovante et conforme aux idées et valeurs incarnées par l'homme qui lui a donné son nom. Figure du monde médical et mutualiste marseillais, le docteur Jean-François Rey (1925-1999) fut notamment le directeur des centres de santé des Mutuelles de Provence et un promoteur infatigable de l'accès aux soins pour tous. Ce prix vient saluer l'engagement des équipes de l'AP-HM, qui fut le premier CHU à ouvrir un centre de santé hospitalo-universitaire dans le quartier des Aygallades.

RÉGION SUD

Activité et emploi ralentissent sur fond d'inflation

Si elle reste positive, l'activité économique reste fragile au deuxième trimestre 2023 en région Paca, observe l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans sa dernière note conjoncturelle publiée vendredi. Le volume d'heures rémunérées reste en hausse de 1,7% par rapport au 2^e trimestre 2022, avec les

Bouches-du-Rhône et le Var proches de la moyenne régionale, mais il marque le pas en Vaucluse (+0,6%). Portée par l'hôtellerie-restauration (+3,9%), cette activité ralentit dans l'industrie (+1,4%) et recule dans la construction (-0,8%). Dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et le Var, les mises en chantier se sont ainsi effondrées, autour de -15%. Enfin, si l'emploi salarié augmente globalement, il n'en recule pas moins dans les secteurs du bâtiment et dans l'interim, tandis que les faillites augmentent, rattrapant les niveaux pré-Covid.

ANNONCES LÉGALES

RÉGION PACA - Bouches-du-Rhône

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74 / annonceslegales@lamarseillaise.fr

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public seront reçues par le commissaire enquêteur ou le référent à la disposition du public aux heures et jours suivants :

- **Mairie de Martigues**, Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sarrailh 13500 Martigues, siège de l'enquête.

le lundi 9 octobre 2023 de 9h00 à 17h00 (ouverture de l'enquête)
le mardi 17 octobre 2023 de 9h00 à 17h00
le mercredi 25 octobre 2023 de 14h00 à 17h00
le vendredi 3 novembre 2023 de 9h00 à 17h00
le vendredi 10 novembre 2023 de 14h00 à 17h00 (fin de l'enquête)

- **Mairie de Port-de-Bouc**, Hôtel de Ville, service urbanisme, boulevard Lantier 13110 Port-de-Bouc.

le mercredi 25 octobre 2023 de 9h00 à 17h00
le vendredi 3 novembre 2023 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites envoyées au commissaire enquêteur lors de ses déplacements seront consultables au siège de l'enquête. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique, seront consultables sur le registre dématérialisé. Les observations et propositions du public seront communiquées aux fins de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

La commune de Martigues pourra, si l'astreinte nécessaire, faire approuver des décisions prises aux articles R.123-14 à R.123-17 du code de l'environnement.

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pendant un délai de quinze jours à compter de la date de clôture de l'enquête, dans les mairies de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à la Préfecture des Bouches-du-Rhône et sur son site internet <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou, en l'absence de celle-ci, pour les Bouches-du-Rhône, après avis de la commission du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CDERST). Cette décision est prise sous la forme d'un arrêté préfectoral d'autorisation, environnementale, assorti de prescriptions, ou de refus. Elle est mise en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

La personne responsable du projet est Monsieur Laurent BAUDOUX, Directeur d'exploitation au sein de la société PAPREC MÉDITERRANÉE Courmel, laurent.baudoux@paprec.com

Marseille, le 11 septembre 2023

Pour le Préfet

Le chef de bureau

Signé

Gilles GERTHOTHY

13000

Vie des sociétés

DISSOLUTION

SARL LV
société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros
Siège social : 585 avenue du Prado
13008 MARSEILLE

N° 499 767 747 RCS MARSEILLE

Le 31/07/2023, l'associé unique et gérant de la société a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/07/2023 Monsieur Guy HACHEL, demeurant 2553 Avenue de la Copolite, 13010 MARSEILLE, a été nommé liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au domicile du liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au domicile du liquidateur.

Mention sera faite au RCS de MARSEILLE.

13000

FIN DE LOCATION GERANCE DE TAXI

Suite à la location gérance d'un véhicule de Taxi N° 484 sur la commune de Marseille conclue en date du 14/10/2021, entre Monsieur Raphaël KAVANO NAVARRO, demeurant Avenue de Verdun 13400 AUBAGNAN et Monsieur Charles DOUGUANNI, 51 Avenue de Fraix Valon DAT A1 13013 MARSEILLE, a pris fin d'un commun accord, le 08/07/2023, selon les termes de l'article 95-135 avec une fin d'activité constatée par l'administration municipale à la date du désengagement du véhicule par un installateur agréé en date du 08/07/2023.

13000

Vie des sociétés

CLÔTURE DE LIQUIDATION

SARL MOUKI
Société à Responsabilité Limitée Au capital de 7500 euros
Siège social : 83 Route d'Alauch 13011 Marseille
N° 500 078 977 R.C.S MARSEILLE

Le 01/08/2023, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, donné suite au liquidateur Mme FERNANDEZ Sandra, demeurant au 83 Route d'Alauch 13011 Marseille, pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Les comptes de clôture seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de MARSEILLE. Radié au RCS de MARSEILLE.

13000

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 29/10/2023, il a été établi un contrat de location gérance entre la Société dénommée « LES TAXIS DE L'ETANG » Société par actions simplifiée, Au capital de 10 000 euros, dont le siège social est Via 1, 21 avenue de Loges Provençales, 13790 MARIGNANE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AIX EN PROVENCE sous le N° 699 734 081, Représentée par son Président, Monsieur Jean-David FILLACER, titulaire de l'Autorisation de Taxi N° 685 sur la commune de Marseille, Monsieur Warren JACZY, Antoine VICENTE, Domicile et élu demeurant à rue Verdun 13010 MARSEILLE, portant sur une autorisation de stationnement N° 685 à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Véhicules, Publiques, renouvelable par l'arrêté municipal d'arrêté et annexé dans un délai maximal de trois ans.

13000

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP en date du 11/09/2023, il a été constitué une SASU dénommée « NEPTUNE ELECTRONICS »
Capital social : 500 euros
Siège social : 1 AVENUE FRANCOIS MICNET 13013 MARSEILLE
Objet : vente accessoires mobiles-réparation mobile
Président : Monsieur BETTAUER ANDRE KASER, demeurant 80 Rue René Dorey BA 74 13010 MARSEILLE
Clause d'agrément : Les statuts comportent une clause d'agrément des personnes de parts
Clause d'admission : Tout associé peut participer aux assemblées, quel que soit le nombre de ses actions, chaque action conférant droit de vote
Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

13000

DISSOLUTION

SARL MOUKI
Société à Responsabilité Limitée Au capital de 7500 euros
Siège social : 83 Route d'Alauch 13011 Marseille
N° 500 078 977 R.C.S MARSEILLE

Le 01/08/2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 01/08/2023, Mme FERNANDEZ Sandra, demeurant au 83 Route d'Alauch 13011 Marseille, a été nommée liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au 83 Route d'Alauch 13011 Marseille. L'ajout sera fait au RCS de MARSEILLE.

13000

La Marseillaise

annonces-legales.lamarseillaise.fr

Un service client
à l'écoute et disponible
04 91 57 75 74

annonceslegales@lamarseillaise.fr

PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS ET LE VINGT DEUX SEPTEMBRE

A LA REQUETE DE :

PAPREC MEDITERRANEE

Etablissement de Martigues

14, rue de Vaucanson

13500 MARTIGUES

Représentée par son Directeur d'Exploitation Monsieur BAUVOIS Laurent.

NOUS EXPOSANT :

Que notre requérante a déposé une demande d'autorisation administrative en vue de l'exploitation d'une installation de production de Combustibles Solides de Récupération à partir de déchets non recyclables.

Qu'il est nécessaire de constater l'affichage de l'avis d'enquête publique diligentée pour ce projet, en exécution de l'arrêté du préfet en date du 11 septembre 2023.

C'est pourquoi,

DEFERANT A CETTE REQUISITION.

NOUS, Philippe de MARANS – Commissaire de Justice associé au sein de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée de Commissaires de justice associés multi-offices HEXACTE, titulaire d'un office à MARSEILLE, 74 rue Sainte, à AIX-EN-PROVENCE, 415 rue Claude Nicolas Ledoux, à SALON-DE-PROVENCE 706, Vieux Chemin d'Istres, à MARTIGUES 1 rue Alessandro Volta, soussigné,

Nous sommes rendus ce jour, (Département des Bouches-du-Rhône), 14 rue de Vaucanson

Y étant, nous constatons la présence d'un affichage d'enquête publique de dimension 42 cm sur 59 cm, reproduisant l'avis d'enquête publique objet de notre accedit.

Cet avis est rédigé en noir sur fond jaune, les lettres du titre « Avis d'enquête publique » sont en caractères gras majuscule, de deux centimètres de hauteur.

Il est fixé sur le grillage de clôture à l'entrée du site, il est visible et lisible depuis la voie publique.

(photos 1 à 3)

La copie de cet avis est annexée au présent acte sur deux pages.

Le même affichage est apposé coté Allée Alessandro Volta, sur le portail accès pompier.
(photos 4 à 6)

Pour plus de précisions divers clichés photographiques ont été pris par nos soins et sont annexés
au présent acte.

Plus rien n'étant à constater nous nous sommes retirés.

De tout ce que dessus, avons fait et dressé le présent procès-verbal, pour servir et valoir ce que
de droit.

Art. L. 444-1 : Tarif non réglementé
Art. A. 444-48 : Frais de Déplacement
Total H.T.
T.V.A.
TOTAL T.T.C.

Philippe de MARANS





**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par Madame Olivia CROCE
Tél: 04 84 35 42 68
olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr
Dossier n°2022-20-A

Marseille, le **11 SEP. 2023**

**Avis d'enquête publique
Société PAPREC MEDITERRANEE à Martigues**

En exécution de l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 11 septembre 2023, il sera procédé **du lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus** sur le territoire des communes de **Martigues et Port-de-Bouc**, à une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale sollicitée au titre des rubriques 2791 et 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par la société PAPREC MEDITERRANEE, dont le siège social se situe au 7 rue du Docteur Lancereaux 75008 Paris, en vue de l'exploitation d'une installation de production de Combustibles Solides de Récupération (CSR) à partir de déchets non recyclables sur son site actuellement dédié à une activité de tri et transit de déchets non dangereux (papiers, cartons, plastiques) et implanté dans la zone d'aménagement concertée Ecopolis Sud, au 13 rue Jacques de Vaucanson à Martigues.

Le projet prévoit de substituer la production de CSR à l'activité actuelle, tout en conservant une capacité de transit de déchets non dangereux dans l'attente de leur traitement sur une autre installation pour répondre aux besoins locaux.

Ce projet n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur : **Monsieur Thierry VAGUE, Ingénieur de travaux, retraité**
Est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant : **Monsieur Didier SCHMIDT, Consultant Qualité Environnement**

Le commissaire enquêteur suppléant remplace le titulaire en cas d'empêchement de ce dernier et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Le dossier contient notamment une étude d'impact dont le public peut consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale et d'un mémoire en réponse de l'exploitant, qui sont consultables à cette même adresse internet et joints au dossier d'enquête publique.

Le dossier de la demande d'autorisation environnementale et les avis des services seront consultables pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Martigues>

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté gratuitement pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, place Félix Baret 13006 Marseille (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 – bureau 421 – après contact préalable au 04 84 35 42 68 ou 04 84 35 42 60). Il est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, auprès de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse susmentionnée.

Les pièces du dossier sur support papier accompagné d'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant une durée de 33 jours du lundi 9 octobre 2023 au vendredi 10 novembre 2023 inclus en mairies de Martigues et Port-de-Bouc, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Mairie de Martigues, Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues

Mairie de Port-de-Bouc, Hôtel de Ville, service urbanisme foncier, cours Landrison 13110 Port-de-Bouc

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront également être adressées au commissaire enquêteur :

- par courrier adressé par voie postale à la mairie de Martigues - Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues, siège de l'enquête.

- par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet suivant <https://www.registre-numerique.fr/installation-csr-martigues>

- par courriel à l'adresse suivante : installation-csr-martigues@mail.registre-numerique.fr

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public seront reçues par le commissaire enquêteur qui se tiendra à la disposition du public aux lieux, jours et heures suivants :

- **Mairie de Martigues**, Hôtel de Ville, direction de l'urbanisme, avenue Louis Sammut 13500 Martigues, siège de l'enquête

- le lundi 9 octobre 2023 de 9h00 à 12h00 (ouverture de l'enquête)
- le mardi 17 octobre 2023 de 9h00 à 12h00
- le mercredi 25 octobre 2023 de 14h00 à 17h00
- le vendredi 3 novembre 2023 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 10 novembre 2023 de 14h00 à 17h00 (fin de l'enquête)

- **Mairie de Port-de-Bouc**, Hôtel de Ville, service urbanisme foncier, cours Landrison 13110 Port-de-Bouc

- le mercredi 25 octobre 2023 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 3 novembre 2023 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors de ses permanences seront consultables au siège de l'enquête. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé.

Les observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R 123-14 à R 123-17 du code de l'environnement.

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans les mairies de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la Préfecture des Bouches-du-Rhône et sur son site internet <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis, le cas échéant, du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision est prise sous la forme d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale assorti de prescriptions, ou de refus. Elle est mise en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

La personne responsable du projet est Monsieur Laurent BAUVOIS, Directeur d'exploitation au sein de la société PAPREC MEDITERRANEE - Courriel : laurent.bauvois@paprec.com

Marseille, le

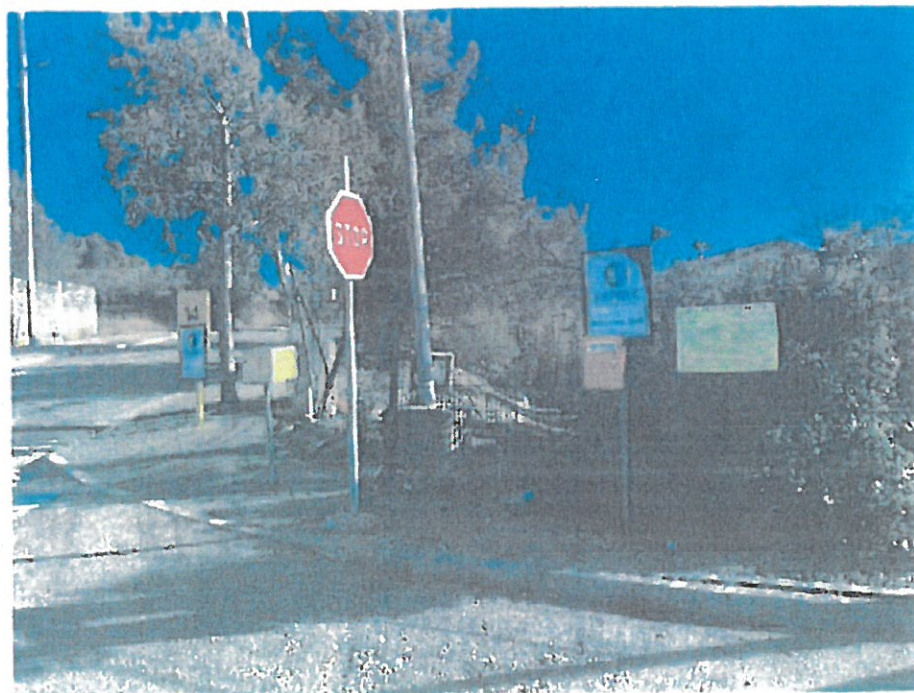
11 SEP. 2023

Pour le Préfet,
Le chef de bureau

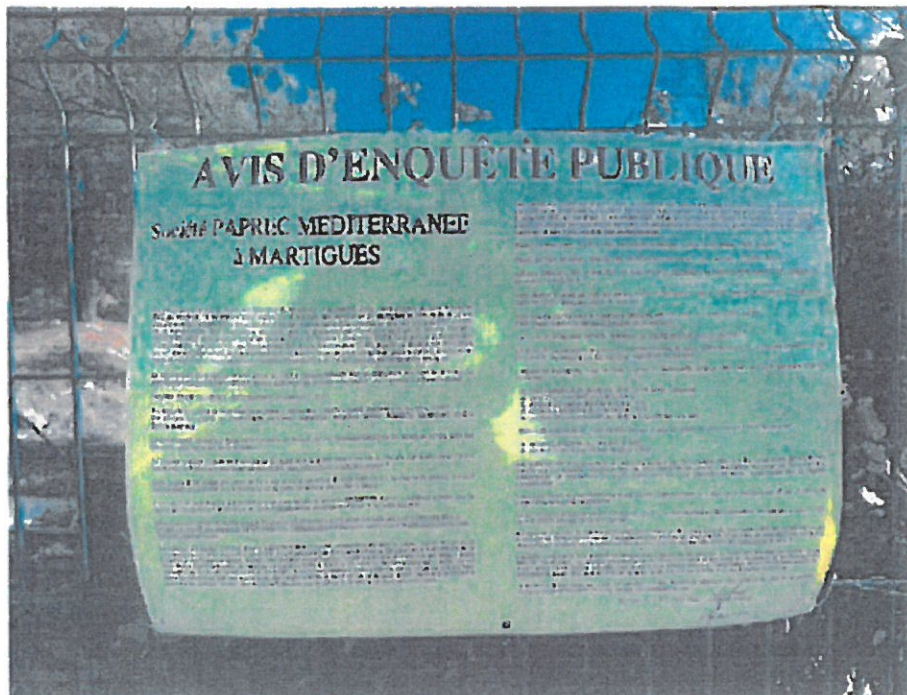
Gilles BERTOTHY



2023.09.22 PAPREC (1).JPG



2023.09.22 PAPREC (2).JPG



2023 09 22 PAPREC (3) JPG



2023 09 22 PAPREC (4) JPG

DÉPARTEMENT
BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT
ISTRES

VILLE DE MARTIGUES

Direction de l'Urbanisme
Urbanisme réglementaire
04.42.44.31.00
dau@ville-martigues.fr



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Gaby CHARROUX, Maire de la Ville de Martigues,

Conformément à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Certifie avoir affiché sur les panneaux d'affichage extérieurs de la Mairie et à la mairie annexe de La Couronne, l'avis d'enquête publique préfectoral du 11 septembre 2023 relatif à la Société PAPREC MEDITERRANEE à Martigues :

A compter du 11 septembre 2023, et ce, jusqu'au 10 novembre 2023 inclus.

Fait à Martigues, le 13 novembre 2023
Le Maire



Gaby CHARROUX

CERTIFICAT

Le Maire de PORT-DE-BOUC,

CERTIFIE,

Avoir fait afficher, en mairie, et dans les emplacements réservés à cet effet :

L'avis d'enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale présentée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par la société PAPREC MEDITERRANEE, en vue de l'exploitation d'une installation de production de combustibles solides de récupération sur son site de Martigues.

DEBUT D'AFFICHAGE : 14 septembre 2023
FIN D'AFFICHAGE : 10 novembre 2023 inclus

EN FOI DE QUOI LE PRESENT CERTIFICAT EST DELIVRE POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.

A Port-de-Bouc, le 14 septembre 2023

Le Maire

Laurent BELSOLA



